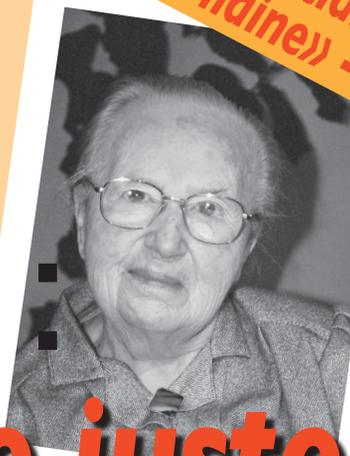




Encarté
entre les pages 4 et 5 :
**«Sénateurs socialistes
d'Ille-et-Vilaine» - N°2**



Retraites :

pour une réforme juste, efficace et durable



Vie fédérale page 2

Entre mobilisation dans la rue et travail à l'intérieur du parti : un mois d'intense activité.

Sous les projecteurs page 3

Les socialistes et la retraite, par Patrick Leborgne.

Dossier page 4

Le PS au travail : les conventions, le projet et la rénovation.

MJS page 6

L'enjeu environnemental, une nécessité qui s'impose à tous, par Agathe Sorin.

Comment ne pas faire trop de bêtises avec la réforme des collectivités territoriales, par Jean-René Marsac.

Entretien page 7

Mon ambition, c'est aussi la vôtre, par Jean-Louis Tourenne.

Culture et Société page 8

La culture pour tous : le combat permanent des socialistes.

Entre mobilisations dans la rue et travail à l'intérieur du Parti : un mois d'intense activité.



Israël-Palestine, la manifestation du 2 juin

Retraites

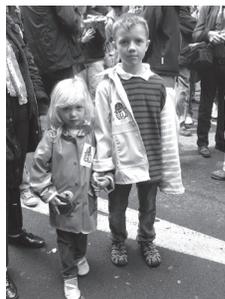
Sur ce sujet essentiel pour la solidarité nationale, les adhérents de la Fédération se sont mobilisés avec beaucoup d'énergie.

Nous étions nombreux, avec les syndicats et les autres organisations de gauche, derrière la banderole du Parti, le 27 mai, pour dénoncer les projets du gouvernement et exiger une «réforme juste, efficace et durable» qui manifeste clairement la solidarité entre toutes les générations.

Parallèlement, nos sections entreprenaient un profond travail d'information et de réflexion sur le sujet. A l'initiative de la Commission Entreprises, une réunion fédérale s'est tenue, le 27 mai, sur le sujet avec la participation de Marcel Rogemont, lequel en a organisé une seconde à L'Hermitage, le 10 juin. Ces deux réunions ont regroupé près de 150 personnes. Très riches en échanges, elles ont contribué à mieux faire comprendre la question des retraites et les solutions que les socialistes proposent d'y apporter.



Les retraites, la manifestation du 27 mai



Bon sang ne saurait mentir...

Israël / Palestine

Partageant l'émotion générale après l'arraisonnement, dans les eaux internationales, de bateaux qui apportaient de l'aide aux habitants de Gaza victimes de l'embargo israélien, la Fédération a publié immédiatement le communiqué suivant : «La Fédération d'Ille-et-Vilaine du Parti Socialiste condamne avec la plus grande fermeté l'usage de la force, inacceptable et disproportionnée, contre des bateaux acheminant de l'aide humanitaire à la population de Gaza.

Les circonstances exactes de l'assaut militaire israélien sur une flottille humanitaire à destination de Gaza doivent être élucidées car il s'agit là d'une escalade insensée – portée par un gouvernement de plus en plus irresponsable sur le chemin de l'horreur.

Aussi, le Parti Socialiste appelle à participer ce mercredi 2 juin à 18 heures au rassemblement place de la Mairie de Rennes pour que la France et l'Union Européenne prennent les mesures les plus nettes et que le sentiment d'impunité ne gagne pas les responsables gouvernementaux israéliens».

Beaucoup d'entre nous ont tenu à être présents dans la rue pour exprimer leur indignation.

Le nouveau projet

— Le premier vote, portant sur le «nouveau modèle de développement» a eu lieu le 20 mai dernier. En voici les résultats dans notre Fédération :

Votants : 623
Nuls : 18
Exprimés : 605
Pour le texte du Conseil national : 570
Contre le texte du Conseil national : 5
Abstentions : 30



La rénovation du PS, réunion à la Fédération

— Pour préparer la convention sur la rénovation du Parti, une réunion fédérale s'est tenue le jeudi 10 juin qui a permis de mieux faire partager les enjeux du texte. Après le vote du 24 juin, la convention fédérale a siégé le 25 afin de valider les votes et débattre des amendements proposés par les sections.

Votants : 562
Nuls : 13
Exprimés : 549
Oui : 501 - 91,26%
Non : 24 - 4,37%
Abstentions : 24 - 4,37%

Fête et politique à Vezin

Par ce beau samedi ensoleillé, 12 juin, nous étions une petite cinquantaine de militants et sympathisants réunis autour d'un buffet pour la première Fête de la Rose de Vezin-le-Coquet. Jean-Michel Boucheron et Gaëlle Andro ainsi que Gérard Lecam (Maire de Vezin) sont venus nous apporter leur soutien. Le secrétaire de section, Gérard Gratch, a rappelé que l'objectif de cette Fête de la Rose était de nouer des contacts entre les adhérents et les sympathisants afin d'accroître notre capacité à réagir et à nous opposer

à la politique désastreuse de ce gouvernement. Gabriela Barrenechea, chanteuse franco-chilienne, nous a ensuite proposé une partie de son répertoire sous forme d'hommage à Salvador Allende. Les participants à cette journée ont été charmés par la chanteuse, comblés par le buffet et n'ont posé qu'une

seule question : «pourquoi ne recommençons nous pas chaque année ?»

Le bureau de la section



Brève

FORMATION

Judi 1^{er} juillet, une séance est organisée, dans le cadre de la Formation fédérale animée par Catherine Milin :

19 heures, avec la participation de Sylvie Robert, Vice-Présidente du Conseil Régional de Bretagne, sur la politique culturelle.

Cette séance de formation aura lieu à la **Maison des Socialistes** (22, rue de La Chalotais à Rennes).



Les socialistes et la retraite

Entretien avec Patrick Leborgne, délégué fédéral aux Entreprises, membre du Bureau National de la Commission Entreprises.

Quel constat fais-tu aujourd'hui, Patrick, sur notre système de protection sociale ?

Durant les trente glorieuses, l'économie était basée sur la main d'œuvre qui fabriquait la richesse. Depuis les années 80 (ère Reagan et Thatcher), les entreprises sont financiarisées, la valeur d'ajustement étant la masse salariale. La protection sociale n'est plus viable économiquement car elle est basée sur le volume d'heures travaillées (parts patronale et salariale).

Selon toi, quelles sont les propositions phares du PS sur les retraites ?

Il faut se reporter au texte adopté par les adhérents à la Convention nationale :

- la réforme fiscale avec la mise à contribution des revenus du capital, des banques, et des entreprises à forte valeur ajoutée ainsi que la taxation des revenus du patrimoine ;
- la création de la sécurité sociale professionnelle.

A ce propos notre avant-projet politique rappelle l'esprit des ordonnances du CNR (Conseil National de la Résistance) d'octobre 1944, créatrices de la sécurité sociale.

La Commission fédérale Entreprises insiste, par ailleurs sur :

- un retour sur les 10 meilleures années pour un taux plein de pension ;
- une négociation sérieuse qui devra avoir lieu avec les partenaires sociaux concernant les professions pénibles et carrières longues ; des indicateurs fiables existent.

Dans l'idéal, les taux de pension devraient être – a minima – équivalents à un niveau proche du SMIC.

Notre projet politique est-il en cohérence avec ce qui est défendu par les partenaires sociaux ?

Notre projet est en phase avec celui des organisations syndicales, notamment sur la pénibilité, la création de la sécurité sociale professionnelle, le maintien de l'âge légal à 60 ans ou encore sur le financement.

En conclusion ?

Nos propositions sont bien acceptées par la population, le succès croissant de la mobilisation entre le 27 mai et le 24 juin en témoigne alors que, dans le même temps, l'argumentation développée par l'UMP reste très en retrait ; la perte de sang froid de Fillon à l'Assemblée Nationale n'est pas étrangère à ce constat ! La dernière proposition de l'UMP est de confier à la médecine du travail la décision de savoir lequel de deux maçons, d'une même entreprise, pourra partir sur la base de la pénibilité... Nous constatons que les libéraux divisent alors que les socialistes rassemblent. Restons mobilisés et rendez-vous en septembre pour les débats parlementaires.

Entretien réalisé par Sylvie LEFRANC



Par
Frédéric BOURCIER,
Premier Secrétaire Fédéral

Non à l'argent roi

Il est à la fois tentant et risqué de faire le lien entre les résultats de football, sport universel par excellence, et le climat d'une société. Rappelons que 4 ans après la victoire de 1998 et la célébration de la France «Black, Blanc, Beur», Le Pen était présent au second tour de l'élection présidentielle.

Pourtant, il semble bien que la France sarkozyste ne méritait que ce résultat. Le plus savoureux est de constater que le pouvoir tablait sur le Mondial et la pause estivale pour faire passer la réforme des retraites. Peine perdue fort heureusement !

Il a manqué beaucoup de choses à l'équipe de France depuis 2006. Un plan de jeu, un schéma tactique, des leaders techniques et psychologiques, qui permettent d'exprimer une capacité collective et une solidarité dans les matches amicaux comme en compétition officielle, tout cela a fait défaut. Le règne de l'argent roi a éloigné les sujets, les joueurs, de leur objet : le jeu pour le plaisir, de soi et des autres, de la nation et du monde entier lors de ce premier mondial organisé en Afrique.

On pourrait écrire ainsi va la France en ce début de siècle, oubliant que les valeurs républicaines se sont exprimées, par consensus, à travers le programme du CNR*. Aujourd'hui, par idéologie ultra libérale, par amour du fric, le pouvoir remet en cause les mécanismes de solidarité, affaiblit les services publics, fragilisent les collectivités locales, moteurs du dynamisme dans les territoires. La logique est toujours la même.

Tout est marché, tout doit être financé par ceux dont la première motivation — et parfois la seule — est le profit. La crise actuelle, les systèmes financier et bancaire vérolés, des clignotants économiques et sociaux au rouge, rien n'amène le doute dans le sarkozysme.

En football, le joueur ne doit pas s'effacer derrière l'argent. En démocratie, le politique ne doit pas s'effacer derrière le banquier.

* Conseil National de la Résistance

les conventions, le pr

Entretien avec Cyril Morel, s

— Quel est l'enjeu des conventions auxquelles nous travaillons jusqu'en novembre ?

Il s'agit d'élaborer notre projet pour 2012 et de montrer, par un débat ouvert, que le PS travaille et propose. La première convention, sur le nouveau modèle de développement, a eu lieu et nous sommes en plein débat sur la rénovation, objet de la deuxième. La troisième, sur les questions internationales, et la dernière, sur l'égalité réelle, se tiendront à l'automne.

— Le calendrier, très serré, permet-il un débat efficace ?

Oui, si l'on en juge par le nombre de contributions, l'activité des ateliers sur la Coopool et la qualité des débats. Ce calendrier serré permet d'achever le travail des conventions avant la fin de l'année et de garantir un projet des socialistes finalisé avant le choix de notre candidat ou candidate à la présidentielle à l'automne 2011. Avant fin juin 2011, nous devons avoir trois conventions, quelques débats sur des thèmes précis, gagner les élections cantonales, avoir une convention extraordinaire sur le projet, finaliser l'organisation des primaires, tout en discutant, avec nos partenaires de ces primaires, d'un projet de législature commun et d'un accord électoral. Ceci explique le calendrier un peu serré.

— Pourrais-tu résumer la première des conventions, pour un « Nouveau modèle de développement économique et écologique » ?

La crise du capitalisme oblige à changer le modèle de civilisation. C'est pourquoi le texte adopté répond, de manière globale, à trois questions : que produire comment produire, comment distribuer ?

Il réoriente le PS sur les questions économiques et sociales. Il donne un signal important à tous ceux qui attendent de nous des propositions fortes sur les services publics, l'emploi, les salaires, une construction européenne rompant avec les dogmes de Maastricht et des traités de libéralisation, notamment sur la dette et le pacte de stabilité pour construire une Europe solidaire de ses peuples. Tout concourt à pouvoir parler et construire une alternative avec toute la gauche. Enfin, avec cette convention, le PS n'oublie pas de réaffirmer le principe du droit à la retraite à 60 ans et le maintien du niveau des pensions.

— Comment s'est passé en Ile-et-Vilaine le débat sur cette convention ?

Il s'est bien passé. Dès mon entrée en fonction à la mi-avril, j'ai proposé un schéma de débat : une réunion fédérale de présentation dès la publication du texte afin de faciliter l'organisation du débat dans toutes les sections et une préparation en amont de la convention fédérale.

— Justement, les sections ont proposé de nombreux amendements. Comment ont-ils été discutés lors de la convention fédérale ?

Le premier travail, inédit dans la Fédération, a été la réunion du bureau



fédéral en commission des résolutions afin d'examiner tous les amendements votés par les sections, d'écartier ceux qui n'étaient pas recevables pour des questions de forme, de regrouper ceux qui étaient semblables. Une première série d'amendements a été proposée au vote en bloc, parce que la commission était unanime sur le principe de leur prise en compte. Tous les autres ont été discutés et votés un à un par la convention fédérale.

— Cette convention fédérale, que tu animais, a duré au delà de minuit. Ceci ne démontre-t-il pas l'enthousiasme des militants pour ces conventions ?

Si, et cela efface l'idée d'un débat verrouillé

du travail : projet et la rénovation

el, secrétaire fédéral au projet



Cette convention vient clore une séquence ouverte lors du référendum militant du 1^{er} octobre 2009 avec l'objectif de s'ouvrir davantage à la société, d'être en capacité de rassembler toutes les forces de gauche et de rénover nos pratiques. Le texte et les débats portent sur les primaires, le non-cumul des mandats, la diversité, le renouvellement et la féminisation, notre fonctionnement interne. Un point important mérite d'être signalé : la première phase des primaires sera l'adoption de notre projet après les élections cantonales de 2011. Pour reprendre les termes du texte, il «servira de référence pour la

signature d'un contrat de législature avec nos partenaires pour les élections législatives qui suivront». C'est donc un processus en trois étapes qui se dessine : la construction du projet, la conclusion sur cette base de partenariats avec les autres forces de gauche, et enfin le choix d'une candidate ou d'un candidat pour les incarner.

— Avec cette convention, le Parti Socialiste n'est il pas en train de proposer un «Nouveau modèle de la vie politique» ?

C'est un peu l'objectif ! Vouloir partager le pouvoir lorsque la droite veut le concentrer, lier la rénovation institutionnelle du pays à celle du PS constituent de bonnes feuilles de route. En finir avec cette plaie que constitue le cumul de mandats devrait permettre aux élus de renforcer leurs liens avec la société réelle, et peut-être même de participer pleinement à nos débats...

**Propos recueillis par
Jean-Marie Lion**

d'avance. D'ailleurs la Fédération a été citée à plusieurs reprises par Pierre Moscovici dans son rapport final en raison des amendements que nous avons proposés et qui ont été intégrés dans le texte définitif.

— Les amendements retenus remettent-ils en cause les orientations du texte initial du Conseil national ?

Je parlerais davantage d'infléchissement que de remise en cause, et c'est bien à cela que doivent servir les amendements.

— Pourrais-tu nous présenter brièvement la deuxième convention, celle de la Rénovation ?



L'enjeu environnemental, une nécessité qui s'impose à tous

Suite aux élections européennes, de nombreux commentateurs ont cru voir l'avènement d'une nouvelle ère politique, n'hésitant pas à enterrer le Parti Socialiste devant le score d'Europe Écologie. Les résultats aux régionales contredisent ce discours, les Français attendent beaucoup de la gauche et le Parti Socialiste en reste la première force. Celui-ci va devoir rassembler pour gagner en 2012 et cela ne se fera pas sans le parti écologique. Pour cela, la famille socialiste va devoir approfondir le travail effectué dans le domaine environnemental.



Cependant la protection de l'environnement ne saurait être pensée comme une mode ou une simple stratégie politique payante, c'est une nécessité qui s'impose à nous et ce n'est pas nécessairement un mal que la configuration politique nous force à accélérer notre réflexion écologique.

Il ne faut pas laisser ce thème à des forces autres que celles de gauche : elles ne sauraient relever le défi efficacement et creuseraient les inégalités en pensant régler les problèmes, notamment en faisant appel aux lois du marché. Ce sont les ingrédients que l'on retrouve dans le Grenelle, par exemple avec la très emblématique taxe carbone sur laquelle le gouvernement a accepté de reculer. Mais aussi sur des thèmes comme les OGM où les décisions se prennent sans transparence et sans procédure démocratique.

Les plus touchés par la dégradation de notre environnement, ses conséquences sociales et sanitaires sont ceux qui possèdent déjà le moins. C'est pour cela que la cause environnementale ne saurait se penser sans la lutte sociale et ne peut être efficace que démocratiquement.

Le cas de l'agriculture est symptomatique des écueils à éviter. L'agriculture intensive est désastreuse pour l'environnement et les agriculteurs sont les premières victimes de ces choix effectués il y a des années : leurs terres s'appauvrissent, leur santé se détériore au contact permanent des

pesticides. Appliquer de manière aveugle un principe de pollueur-payeur et attendre que le marché fasse seul changer les choses, comme le proposent les penseurs néo libéraux, serait à la fois injuste et inefficace. Il faut plutôt travailler avec le monde agricole pour lui donner les moyens d'effectuer les changements nécessaires à une production durable, comme le font déjà les collectivités locales socialistes. Mais les moyens dont disposent nos collectivités, et que le gouvernement veut encore diminuer en revenant sur la décentralisation, ne suffiront pas.

Face à l'épuisement des ressources naturelles, aux effets sanitaires néfastes de la pollution, à l'augmentation de la fréquence et de la force des catastrophes naturelles, au réchauffement climatique avec ses conséquences imprévisibles, à la disparition croissante d'espèces vivantes, des choix fondamentaux devront être faits dans la décennie à venir. Sans se décourager devant un discours catastrophiste, il faut dès maintenant penser et proposer les mesures de demain.

Agathe Sorin,
militante du MJS 35

Tribune

Comment ne pas faire trop de bêtises avec la réforme des collectivités territoriales ?



Le texte sur la réforme des collectivités territoriales poursuit sa navette parlementaire et ne sera vraiment arrêté qu'à l'automne. En cas de victoire en 2012 nous devons revenir sur ce texte pour tout ce qui peut être corrigé avant 2014. Je veux donc m'attacher ici aux questions qui nous sont posées au cours de cette période de deux ans.

Renforcer l'agglomération rennaise bien sûr pour qu'elle joue pleinement son rôle de métropole et s'affirme dans des thèmes d'excellence à dimension européenne. Il aurait été cependant plus cohérent de trouver des critères qualitatifs (labos, universités, technologies...) plutôt qu'un seuil de 450 000 habitants.

Renforcer l'ensemble des intercommunalités en faisant en sorte qu'elles s'organisent autour des pôles urbains secondaires avec un bon niveau de services à la population ; il faut s'approcher le plus possible des contours des pays (ou pas plus de deux intercommunalités par pays) afin d'établir un dialogue départemental plus équilibré.

Avant de décider je propose que nous ayons tous à l'esprit trois principes fondamentaux :

- 1.- Renforcer la démocratie locale (particulièrement intercommunale) sinon l'abstention croîtra encore ;
- 2.- Avoir une volonté d'aménagement du territoire qui permette de renforcer les pôles secondaires (les 7 agences du Conseil général montrent la voie) ;
- 3.- Dire clairement comment nous organisons la solidarité départementale alors que le Conseil général va être très affaibli à l'issue de cette réforme d'inspiration à la fois libérale et centralisatrice.

Jean-René MARSAC, juin 2010
Député d'Ille-et-Vilaine

Mon ambition, c'est aussi la vôtre

Cher(e) camarade,

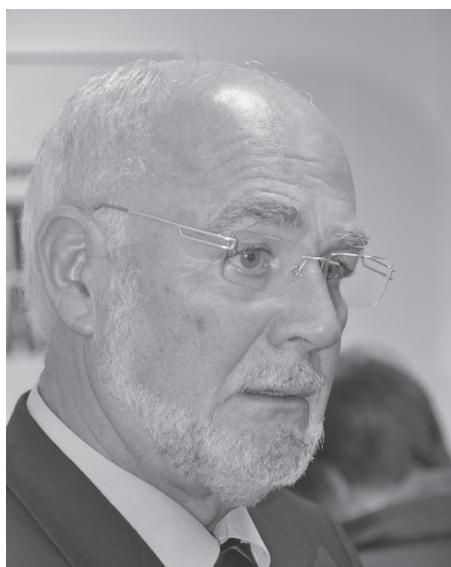
Je n'ai pas souhaité m'exprimer plus tôt, pour ne pas détourner l'attention de notre bilan à la tête du département que je me devais, avant toute chose, de mettre en lumière.

L'annonce de ma nouvelle candidature, je voulais vous en réserver la primeur à vous, militants, les soutiens de la première heure et de toujours.

Pour la première fois dans notre histoire, une majorité de gauche a géré le département. Notre majorité, à la solidarité sans faille, s'est élargie au fil des élections (35 contre 18 aujourd'hui). Elle a rencontré l'adhésion de la population parce qu'elle n'a jamais trahi ses convictions mais a démontré qu'une autre politique solidaire, dynamique, donc socialiste était possible et fructueuse. Et ces 6 ans ont réellement changé l'Ille-et-Vilaine. Sans vous et votre attachement aux valeurs socialistes, nous n'aurions pas pu atteindre nos objectifs : la priorité donnée à l'éducation (Ordi 35, Vivre son collège autrement...), la vitalité économique fondée sur la Recherche et sur l'insertion, l'égalité des chances, la solidarité envers les plus vulnérables inscrites au cœur de notre action (plus de 1 350 places pour personnes âgées contre 161 au cours des 7 années précédentes, plus de 700 places pour les personnes handicapées, de 900 à 3150 logements sociaux par an), l'attention portée à nos collectivités (les contrats de

territoire), la qualité de vie et l'environnement promus (+100% d'usagers dans les transports collectifs).

Fin 2008, l'Express, qui n'est pas suspect de gauchisme invétéré, classait l'Ille-et-Vilaine deuxième département de France pour le bien vieillir, troisième département de France pour



Lettre ouverte de Jean-Louis TOURENNE

le bien vivre. N'était-ce pas le couronnement légitime de notre action ?

M'en aller ou «repartir» pour unique alternative. Chacune de ces deux options a été attentivement étudiée.

Le mandat qui s'achèvera en 2011 aura été marqué par la folie destructrice de l'apprenti sorcier qui nous gouverne, contre les collectivités territoriales, coupables de bonne gestion, de dynamisme et d'être de gauche. Nous avons sans relâche combattu ses réformes. Nous avons été les premiers à nous élever contre « l'acte I de la recentralisation ». Nous avons dénoncé l'attentat contre les services publics locaux, contre l'expression culturelle, contre les pratiques sportives, contre les politiques de prévention.

Les collectivités locales ont été — et sont

— les meilleurs amortisseurs de la crise. Si le projet de loi poursuit son parcours toxique, si 2012 ne vient pas arrêter cet acte suicidaire pour la nation, les départements auront bientôt cessé d'exister et, avec eux, le dynamisme qu'ils portaient, l'action sociale de proximité.

Dans ce contexte difficile, comment partir et abandonner le travail engagé depuis 2004 ? Nos choix ont débouché sur des politiques ambitieuses, innovantes et solidaires. Devais-je aujourd'hui y renoncer ?

Citoyen engagé, mes actions ont toujours été guidées par mes valeurs de gauche et mon attachement aux habitants d'Ille-et-Vilaine. J'espère que l'exercice de mon mandat de Président du Conseil Général vous l'aura démontré. J'ai voulu, dans les responsabilités que vous m'avez confiées, ne jamais trahir mon idéal qui est aussi le vôtre. Solliciter, de nouveau, votre confiance, c'est pour moi assumer toute ma responsabilité. Nous devons poursuivre le combat de la justice, de la cohésion sociale, pour une société accueillante à tous. Si vous le décidez, je continuerai de le conduire, le temps d'un mandat raccourci à 3 ans. Je peux vous l'assurer : ce mandat sera exercé au sein d'une collectivité territoriale indépendante, libre et fière. Il n'aura rien d'une oraison funèbre. Nous ne nous laisserons pas si facilement abattre car nous avons pour atouts, des valeurs, des talents, du savoir et des savoir-faire.

Comme par le passé, le Conseil général restera aux côtés des individus les plus fragiles de notre société, ces personnes à bout de souffle, abimées par la crise et dont l'avenir est insulté par des politiques libérales et conservatrices.

Voilà, cher(e) camarade, dans l'espace imparti, l'expression de mon ambition pour l'Ille-et-Vilaine et pour ses habitants. J'espère qu'elle rejoindra la tienne.

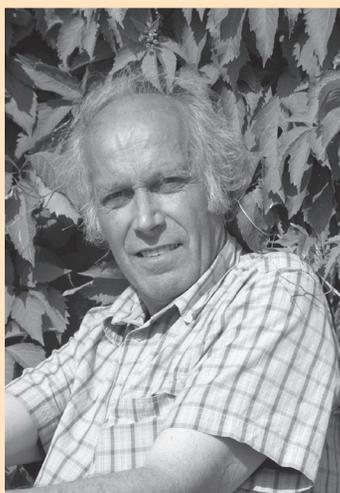
Avec mon amitié.

Jean-Louis TOURENNE,
Président du Conseil général
d'Ille-et-Vilaine

Un blog pour les élus socialistes et démocrates du Conseil général.

Les élus du Groupe Socialiste et Démocrate de Progrès au CG 35 disposent d'un espace Internet dédié à l'information et au débat. Voici les coordonnées de ce blog : <http://groupesocialistecg35.blogspot.com/>

La culture pour tous : le combat permanent des socialistes



Jean-Claude, en quelques mots, peux-tu nous rappeler l'historique et le but de la démarche ?

Mon engagement dans l'éducation populaire en 1966, à Léo Lagrange puis à la Ligue de l'Enseignement, m'a permis de découvrir la culture. Ma rencontre avec Patrick Cosnet, en 1981, m'a incité à créer en 1985, en Haut-Anjou aux confins de la Bretagne, le festival «Graine de curieux». Patrick avait eu la chance d'avoir au lycée agricole des professeurs de «socioculturelle» (mis en place par E. Pisani) qui éveillaient les paysans à la culture. Nous avons créé en 1992, avec des agriculteurs une ferme-auberge-théâtre où fut jouée pour la 1^{re} fois par Patrick Cosnet, *La casquette du dimanche*. La moitié de nos 100 000 spectateurs (depuis 18 ans à l'Herberie) ne va jamais au théâtre. Ces constats, puis la crise des intermittents en 2003, nous ont interpellés et incités à inventer d'autres formes de diffusion, en acceptant de jouer dans des lieux insolites qui permettraient de désacraliser les codes du théâtre contemporain, trop souvent élitiste et perturbant pour un public non-initié.

Le festival «Quartiers en scène» a permis de propulser le spectacle vivant au plus près des habitants. Pourquoi une telle démarche ?

Malgré les offres des équipements culturels, 92% de la population ne va jamais au théâtre professionnel. C'est la rencontre avec le Cercle Paul-Bert, aidé par les services techniques de la Ville, qui nous a permis de créer ce Festival pas comme les autres. On aménage, avec les bénévoles du CPB et les artistes qui acceptent le challenge, des salles proches et repérées par les habitants. Nous jouons à toute heure quand

«Fonds de terroir», «Compagnie Patrick Cosnet», «Quartiers en scène», «Fermes en scène», autant d'initiatives pour séduire un nouveau public et «rapprocher la culture de ceux qui en sont les plus éloignés». *L'Unité 35* a rencontré notre camarade Jean-Claude Roger, impliqué dans tous ces projets, pour nous en parler.

le public est disponible. Si nous avons commencé seuls en 2004, aujourd'hui ce sont 22 compagnies, dont la moitié est d'Ille-et-Vilaine, qui relèvent le défi.

Dans le même esprit, «Fermes en Scène» amène des spectacles de théâtre professionnel dans les cours de fermes. peux-tu nous en dire plus ?

Pour retisser du lien social, nous installons des comités d'accueil avec les agriculteurs et les associations. Ils vont organiser la venue de notre scène-remorque tirée par un tracteur et inventer une fête autour de la ferme où se retrouveront les amateurs, les artistes, les enfants et les producteurs du village. Le public (±250 personnes) découvre avec humour et émotion, un théâtre qui parle des gens et qui parle aux gens invitant à réfléchir sur le monde.

La Compagnie Patrick Cosnet s'est donné comme objectifs de s'implanter dans le pays et d'être un pont entre le public rural et le théâtre institutionnel, a-t-elle réussi ?

Nous relient les élus, les lieux culturels et la population, pour assurer la médiation nécessaire à l'accès à la culture. Dès 2004, le Conseil Général d'Ille-et-Vilaine nous a fait confiance en nous installant en résidence-mission sur le département. Nous touchons chaque année 30 000 spectateurs en jouant 120 fois en France, aussi bien dans des centres culturels que dans des villages. Ma volonté en tant que socialiste c'est de m'occuper en priorité des personnes qui n'ont jamais accès à la Culture ; c'est le sens de notre travail.

La femme du mineur est la nouvelle création de la Compagnie Patrick Cosnet. En quoi cette pièce est si singulière ?

A un moment où les conquêtes sociales sont remises en cause, nous racontons l'histoire d'une famille engagée dans les luttes sociales, en 1920.

L'arrivée d'un Breton en Anjou pour travailler aux ardoisières était aussi mal vécue que celle des immigrés en 2010. La place de la femme, de l'alcool et du travail pénible sont au cœur d'un spectacle réaliste, émouvant et drôle, dont la première aura lieu le 17 juillet à la Mine Bleue, près d'Angers.

Pour en savoir plus :

<http://www.compagniepatrickcosnet.com/>

**Propos recueillis par
Mohamed Boumahdi**

BULLETIN D'ABONNEMENT

**Votre abonnement à *L'Unité*
arrive à échéance ?
Un bon réflexe : réabonnez-vous**

BULLETIN À RENVoyer À *L'Unité*

22, RUE DE LA CHALOTAIS - 35000 RENNES

NOM : _____

PRÉNOM : _____

ADRESSE : _____

CODE POSTAL : [] [] [] [] [] []

VILLE : _____

(0,76 EUROS, LE NUMÉRO - 10 NUMÉROS PAR AN).
CHÈQUE À L'ORDRE DE L'ASSOCIATION DÉPARTEMENTALE DE
FINANCEMENT DU PARTI SOCIALISTE D'ILLE-ET-VILAINE (ADFPS 35)

MAISON DES SOCIALISTES

**Talon à adresser à la Fédération
d'Ille-et-Vilaine du Parti Socialiste
22, rue de La Chalotais - 35000 Rennes**

NOM : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Commune : _____

Je fais un don de euros par chèque libellé à l'ordre de l'ADFPS 35 pour aider à l'aménagement de la nouvelle Maison des Socialistes d'Ille-et-Vilaine du 22, rue de la Chalotais. Je recevrai en 2011 un reçu fiscal spécifique pour cette contribution exceptionnelle.